

"Monsieur le ministre démissionnaire, votre gouvernement doit 365 millions d'euros au Lot-et-Garonne !" / tribune de Sophie Borderie, présidente CD47



"Le gouvernement démissionnaire semble découvrir l'ampleur des dégâts qu'il a lui-même causés... Les accusations portées par son ministre de l'économie et des finances à l'égard des collectivités territoriales est d'un cynisme absolu. Faire porter la responsabilité, même partielle, du déficit de la Nation à d'autres qu'au chef de l'Etat et à son exécutif n'est que mensonge. Cet écran de fumée vise à masquer l'incurie d'une politique nationale aux lourdes conséquences sur nos territoires.

Vous l'aurez compris, si je prends la parole aujourd'hui c'est que je suis en colère. Le cynisme, la malhonnête intellectuelle, l'injustice... voilà ce qui me révolte ! Dans une gesticulation désespérée, le gouvernement démissionnaire en use et en abuse, sur fond de crise politique et institutionnelle née de la dissolution voulue par le président de la République.

En réaction à ce harcèlement institutionnel, je veux d'abord réaffirmer qu'avec la majorité que j'ai l'honneur de conduire, nous avons, nous, toujours dit la vérité aux Lot-et-Garonnais, dans la plus grande transparence, dans les bons comme dans les mauvais moments. Nous sommes fiers de notre bilan et de notre gestion au service de nos concitoyens pour les protéger et améliorer leur

quotidien. Nous avons toujours exposé les contraintes auxquelles nous devons faire face et expliqué nos choix. Et nous continuerons de le faire, alors que les finances de la Nation se dégradent de manière vertigineuse et que les collectivités en payent le prix fort !

Aussi, chacun-e se fera son opinion, mais puisqu'il s'agit de parler chiffres, rappelons-les.

En Lot-et-Garonne, les mesures imposées par le gouvernement, qui sait se montrer généreux avec l'argent des autres, ont coûté à notre collectivité plus de 10 millions d'euros depuis le 1er janvier 2024.

Si on y ajoute les non-compensations des dépenses assurées pour le compte de ce même gouvernement au titre des solidarités nationales, la facture s'élève à 365 millions d'euros depuis 2017.

Cela, alors même que les Départements ne perçoivent plus d'impôt et que leurs recettes plongent littéralement avec la chute de la croissance (ventes immobilières, TVA...), et qu'ils ont l'obligation de voter des budgets à l'équilibre contrairement à l'Etat.

D'ailleurs, aveu ou faille dans le tour de passe-passe, le ministre démissionnaire pointe aussi l'augmentation des dépenses d'investissement des collectivités. Ce sursaut d'honnêteté devrait plutôt le conduire à dire merci ! Merci à ces collectivités qui ont répondu à l'appel désespéré du gouvernement après l'annonce tonitruante du « quoi qu'il en coûte » pour assurer la relance de l'investissement public auquel elles participent à plus de 70 %.

En écrivant ces lignes, je pense à tous les Lot-et-Garonnais. Je pense à nos partenaires et à tous les acteurs de terrain. Je veux vous dire, à toutes et à tous, que le Département resta à vos côtés, dans cette relation de proximité franche, directe et sincère."

Sophie BORDERIE, présidente du Conseil départemental de Lot-et-Garonne

Votre contact

Matthieu STIEVET

Directeur de la communication

05 53 69 45 11

matthieu.stievet@lotetgaronne.fr